

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepaling aan het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E." »*

Art. 10. Artikel 24, § 2, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het personeel wordt aangeworven, benoemd, bevorderd of aangesteld overeenkomstig de bepalingen die zijn vastgelegd door de Regering. »

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 11. De verschillende hoofdstukken van dit decreet treden in werking op de data die zijn vastgelegd door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 27 februari 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 358-1. — Commissieamendementen, nr. 358-2. — Verslag, nr. 358-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 18 februari 2003. — Aanneming. Vergadering van 19 februari 2003.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1531

[C - 2003/29192]

27 FEVRIER 2003. — Décret portant des mesures transitoires en vue de la nomination de membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale titulaires d'une fonction de recrutement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er} a), c) et d) du décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale, et aux articles 30, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 40, 41, 45 et 46 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le Gouvernement de la Communauté française peut nommer, le 1^{er} juin 2003 au plus tard, des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française désignés à titre temporaire dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement de professeur ou de surveillant-éducateur pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

1° être belge ou être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement de la Communauté française;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° ne pas avoir fait l'objet, pour la fonction considérée, entre le 1^{er} septembre 2000 et le 1^{er} janvier 2002, d'un rapport défavorable de la part du chef d'établissement et de l'inspecteur compétent;

8° compter, au 1^{er} septembre 2002, au moins 1 500 jours de service dans l'enseignement de Promotion sociale de la Communauté française ou avoir fait l'objet, à la date du 1^{er} septembre 2002, de désignations à titre temporaire pendant neuf années scolaires consécutives au moins dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

9° compter, au 1^{er} septembre 2002, 600 jours prestés au cours des six années scolaires précédentes dans la fonction visée par la déclaration de l'emploi vacant. Ce nombre doit comprendre au moins 300 jours prestés au cours des années scolaires 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002 dans l'établissement où est déclaré l'emploi vacant;

10° exercer, en fonction principale, au cours de l'année scolaire 2002/2003, dans l'établissement visé au point 9°, la fonction visée par la déclaration de l'emploi vacant.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée au § 1^{er}, 8°, ainsi que pour celui de l'ancienneté de fonction visée au § 1^{er}, 9°, seuls sont comptabilisables les services rendus dans une fonction principale.

Art. 2. § 1^{er}. Le nombre de jours visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 8° et 9°, se calcule par année scolaire comme suit :

1° 300 jours si les services accomplis représentent au moins cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 150 jours si les services accomplis représentent moins de cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction.

§ 2. La durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant l'année scolaire considérée.

Art. 3. La vacance d'emploi d'une fonction de recrutement à conférer conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, est portée à la connaissance des membres du personnel intéressés par publication au *Moniteur belge*, qui indique les conditions requises des candidats, la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Cette publication invite les membres du personnel intéressés à introduire leur candidature, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse et dans le délai précisés.

CHAPITRE II. — Fonction de professeur

Art. 4. Pour l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, si au cours des 6 dernières années scolaires un cours qui relevait d'une fonction a été rattaché à une autre fonction, ce cours est censé avoir été exercé dans cette dernière fonction pour autant qu'il soit dispensé dans le même niveau d'enseignement.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine, par établissement et par fonction, les emplois vacants visés à l'article 1^{er}.

§ 2. Entre dans le calcul du nombre de périodes à prendre en compte pour la détermination des emplois vacants pour une fonction déterminée le total des périodes organiques de toutes les formations que l'établissement a prévu d'organiser dans la fonction considérée au cours de l'année scolaire 2002/2003.

Toutefois, ce nombre ne peut être supérieur au plus petit nombre de périodes organisées dans la fonction au cours de l'une des années scolaires 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.

Si au cours de l'une des 3 années scolaires, les périodes relevant de la fonction considérée ont été organisées en application de l'article 114 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, cette année n'est pas prise en considération.

§ 3. Le nombre total de périodes réputées vacantes visé au § 2 est diminué :

1° de toutes les périodes attribuées aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction considérée;

2° de toutes les périodes attribuées aux membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi et rappelés provisoirement à l'activité de service ou attribuées aux membres du personnel en perte partielle de charge au titre de complément de charge;

3° de toutes les périodes attribuées à un expert conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1993 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts, recrutés sur la base de leurs compétences particulières, pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

§ 4. Un emploi vacant doit comporter au moins un quart du nombre de périodes requis pour former une fonction à prestations complètes.

Art. 6. Le Gouvernement publie par établissement et par fonction la liste des emplois vacants et précise le nombre de périodes que comporte chacun d'eux.

Art. 7. Après avis motivé du comité de concertation de base de l'établissement, le Gouvernement de la Communauté française est autorisé à déclarer pour une même fonction, lorsque des cours doivent impérativement être organisés de manière simultanée, plusieurs emplois dont la somme des périodes les constituant ne peut être supérieure au nombre de périodes attribuables conformément à l'article 5, § 3.

Dans ce cas, le Gouvernement ne peut nommer un même membre du personnel dans plus d'un emploi vacant déclaré dans la même fonction.

Art. 8. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel sont classés d'après l'ancienneté de service dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française acquise à la date du 1^{er} septembre 2002 et calculée conformément à l'article 1^{er}, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française acquise à la date du 1^{er} septembre 2002 et calculée conformément à l'article 1^{er}, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Art. 9. Les candidats sont nommés à titre définitif par le Gouvernement selon l'ordre de leur classement.

Art. 10. Si dans l'acte de candidature rempli conformément à l'article 3, le membre du personnel intéressé demande de limiter sa nomination définitive à un nombre de périodes inférieur au nombre de périodes déclaré pour l'emploi vacant considéré, le Gouvernement peut accéder à cette demande à la condition que ce nombre ne soit pas inférieur au quart du nombre de périodes requis pour former une fonction à prestations complètes.

Dans ce cas, le membre du personnel ne pourra solliciter une extension de sa nomination que lorsque une nouvelle vacance d'emploi aura été déclarée par le Gouvernement dans cette fonction.

Art. 11. Lorsqu'il est fait application des dispositions des articles 7 et/ou 10, le nombre total de périodes attribuées dans les différentes fonctions pour lesquelles le membre du personnel est nommé à titre définitif ne peut pas dépasser le nombre minimum de périodes requis fixé à l'article 9, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

CHAPITRE III. — Fonction de surveillant-éducateur

Art. 12. Pour l'application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9^o, les membres du personnel qui, sans être nommés à titre définitif à la fonction de surveillant-éducateur, exercent la fonction d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction à titre principal et temporaire sont réputés avoir été désignés à la fonction de surveillant-éducateur.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine par établissement les emplois vacants visés à l'article 1^{er}.

§ 2. Le Gouvernement déclare vacants les emplois justifiés par les dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale et qui ne sont pas attribués à un membre du personnel nommé à titre définitif dans la fonction ou à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi et rappelé provisoirement à l'activité de service.

§ 3. Le nombre d'emplois vacants visé au § 2 est diminué des charges ou demi-charges auxquelles le pouvoir organisateur a renoncé avant le 1^{er} septembre 2002, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 14. Le Gouvernement publie, par établissement, la liste des emplois vacants et précise le nombre de périodes que comporte chacun d'eux.

Art. 15. Après avis motivé du comité de concertation de base de l'établissement, le Gouvernement de la Communauté française est autorisé à déclarer vacants les emplois par mi-temps, lorsque des prestations doivent impérativement être organisées de manière simultanée en raison de situations inhérentes à l'organisation de l'établissement.

Dans ce cas, le Gouvernement ne peut nommer un même membre du personnel dans plus d'un emploi vacant.

Art. 16. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel sont classés d'après l'ancienneté de service dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française acquise à la date du 1^{er} septembre 2002 et calculée conformément à l'article 1^{er}, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française acquise à la date du 1^{er} septembre 2002 et calculée conformément à l'article 1^{er}, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Art. 17. Les candidats sont nommés à titre définitif par le Gouvernement selon l'ordre de leur classement.

Art. 18. Si dans l'acte de candidature rempli conformément à l'article 3, le membre du personnel intéressé le demande, le Gouvernement peut limiter sa nomination définitive à un mi-temps.

Dans ce cas, le membre du personnel ne pourra solliciter une extension de sa nomination que lorsque une nouvelle vacance d'emploi aura été déclarée par le Gouvernement dans cette fonction.

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 362-1. — Rapport, n° 362-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 février 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1531

[C — 2003/29192]

27 FEBRUARI 2003. — Decreet houdende overgangsmaatregelen met het oog op de benoeming van personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie die houder zijn van een wervingsambt (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. § 1. In afwijking van artikel 1, a), c) en d) van het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie, en van artikelen 30, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 40, 41, 45 en 46 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, bijzonder, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, kan de Regering van de Franse Gemeenschap, uiterlijk op 1 juni 2003, leden benoemen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die tijdelijk aangesteld zijn in een vacante betrekking van een wervingsambt van leraar of van studiemeester-opvoeder voorzover zij voldoen aan onderstaande voorwaarden :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Franse Gemeenschapsregering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn burger- en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° de lichamelijke geschiktheid hebben zoals bepaald in het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot bepaling van de vereiste lichamelijke geschiktheid voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, bijzonder, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

6° voldoen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de taalreglementering;

7° voor het desbetreffend ambt, tussen 1 september 2000 en 1 januari 2002, geen negatief verslag hebben gekregen van het hoofd van de inrichting en van de bevoegde inspecteur;

8° op 1 september 2002, minstens 1 500 dagen dienst tellen in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap of, op 1 september 2002, het voorwerp geweest zijn van tijdelijke aanstellingen gedurende minstens negen opeenvolgende schooljaren in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

9° op 1 september 2002, 600 dagen gepresteerd hebben tijdens de 6 voorgaande schooljaren in het ambt dat bedoeld wordt in de vacante betrekking. Dit aantal moet minstens bestaan uit 300 dagen gepresteerd tijdens de schooljaren 1999-2000, 2000-2001 en 2001-2002 in de inrichting waar de betrekking vacant is verklaard;

10° als hoofdambt, tijdens het schooljaar 2002-2003 en in de inrichting bedoeld in 9°, het ambt uitoefenen dat wordt bedoeld in de vacante betrekking.

§ 2. Voor de berekening van de dientanciënniteit zoals bedoeld in § 1, 8°, alsook voor de ambtsanciënniteit zoals bedoeld in § 1, 9°, worden enkel de gepresteerde diensten in een hoofdambt in aanmerking genomen.

Art. 2. § 1. Het in artikel 1, § 1, 8° en 9°, bedoeld aantal dagen wordt per schooljaar als volgt berekend :

1° 300 dagen als de gepresteerde diensten minstens vijftig procent vertegenwoordigen van het aantal lestijden per jaar nodig om tot een volledige dagtaak in dit ambt te komen;

2° 150 dagen als de gepresteerde diensten minder dan vijftig procent vertegenwoordigen van het aantal lestijden per jaar nodig om tot een volledige dagtaak in dit ambt te komen.

§ 2. De duur van de gepresteerde diensten in twee of meerdere ambten mag nooit meer bedragen dan de duur van de gepresteerde diensten in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens desbetreffend schooljaar.

Art. 3. De openstelling van een wervingsambt dat te begeven is volgens artikel 1, § 1, wordt ter kennis gebracht van het belangstellend personeel via een publicatie in het *Belgisch Staatsblad* waarin de vereiste voorwaarden vermeld worden alsook de vorm en de termijn binnen welke de kandidaturen moeten worden ingediend.

Deze publicatie nodigt de belangstellende personeelsleden uit hun kandidatuur in te dienen, via een ter post aangetekend schrijven, op het vermeld adres en binnen de vermelde termijn.

HOOFDSTUK II. — *Ambt van leraar*

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 1, § 1, 9°, als een cursus die afhangt van een ambt gedurende de zes jongste schooljaren gekoppeld werd aan een ander ambt, wordt deze cursus geacht te zijn gegeven in dit laatste ambt voor zover hij wordt verstrekt in hetzelfde onderwijsniveau.

Art. 5. § 1. De Regering bepaalt, per inrichting en per ambt, de in artikel 1 bedoelde vacante betrekkingen.

§ 2. Het totaal aantal organieke lestijden van alle opleidingen die de inrichting voorzien heeft om te organiseren in het betrokken ambt tijdens het schooljaar 2002/2003 wordt meegeteld bij de berekening van het aantal lestijden welke in aanmerking moeten worden genomen om de vacante betrekkingen te bepalen voor een welbepaald ambt.

Dit aantal mag evenwel niet meer bedragen dan het kleinste aantal lestijden die worden georganiseerd in het ambt tijdens een van de schooljaren 1999-2000, 2000-2001 en 2001-2002.

Als de lestijden die afhangen van het betrokken ambt gedurende een van de drie schooljaren georganiseerd werden met toepassing van artikel 114 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, dan wordt dit jaar niet in aanmerking genomen.

§ 3. Het in § 2 bedoeld totaal aantal vacant geachte lestijden wordt verminderd :

1° met alle lestijden toegekend aan het personeel dat vast benoemd is in het betrokken ambt;

2° met alle lestijden toegekend aan het personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking en voorlopig terug in actieve dienst geroepen of toegekend aan het personeel met gedeeltelijk opdrachtsverlies wegens aanvullende opdracht;

3° met alle lestijden toegekend aan een expert overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1993 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan beroep wordt gedaan op experten, aangeworven op grond van hun bijzondere kennis, voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

§ 4. Een vacante betrekking moet minstens bestaan uit een vierde van het vereist aantal lestijden om te komen tot een ambt met volledige dagtaak.

Art. 6. De Regering publiceert per inrichting en per ambt de lijst van de vacante betrekking en preciseert het aantal lestijden dat elk ambt omvat.

Art. 7. De Franse Gemeenschapsregering krijgt, na een gemotiveerd advies van het basisoverlegcomité van de inrichting, de toelating om voor eenzelfde ambt, wanneer cursussen absoluut terzelfdertijd moeten worden georganiseerd, meerdere betrekkingen vacant verklaren waarvan de som van hun lestijden niet hoger mag zijn dan de lestijden die kunnen worden toegekend overeenkomstig artikel 5, § 3.

In dit geval mag de Regering eenzelfde personeelslid niet benoemen in maar dan een vacant verklaarde betrekking in hetzelfde ambt.

Art. 8. Voor elkeen van de te begeven betrekkingen worden de personeelsleden gerangschikt op grond van dienstanciënniteit in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap verworven op 1 september 2002 en berekend overeenkomstig artikel 1, § 2.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan het personeelslid met de hoogste ambtsanciënniteit in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap verworven op 1 september 2002 en berekend overeenkomstig artikel 1, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt voorrang gegeven aan het oudste personeelslid.

Art. 9. De kandidaten worden benoemd door de Regering in volgorde van hun rangschikking.

Art. 10. Als het belangstellend personeelslid in de overeenkomstig artikel 3 ingevulde kandidaatstelling vraagt om zijn vaste benoeming te beperken tot een aantal lestijden lager dan het aantal lestijden voor de betrokken vacante betrekking, kan de Regering aan dit verzoek tegemoetkomen op voorwaarde dat dit aantal niet lager is dan een vierde van het vereist aantal lestijden om te komen tot een ambt met volledige dagtaak.

In dit geval mag het personeelslid slechts een verlenging van zijn benoeming vragen als een nieuwe betrekking in dit ambt vacant wordt verklaard door de Regering.

Art. 11. Wanneer de bepalingen van artikel 7 en/of 10 toegepast worden, mag het totaal aantal lestijden toegekend in de verschillende ambten waarvoor het personeelslid vast benoemd is niet meer bedragen dan het vereist minimum aantal lestijden bepaald in artikel 9, eerste en tweede lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 oktober 1993 houdende het geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Ambt van studiemeester-opvoeder*

Art. 12. Voor de toepassing van artikel 1, § 1, 9°, worden de personeelsleden die, zonder vast benoemd te zijn in het ambt van studiemeester-opvoeder, het ambt van studiemeester-econoom of van directiesecretaris als hoofdamt en tijdelijk uitoefenen, geacht te zijn aangesteld in het ambt van studiemeester-opvoeder.

Art. 13. § 1. De Regering bepaalt per inrichting de in artikel 1 bedoelde vacante betrekkingen.

§ 2. De Regering verklaart de betrekkingen vacant die zijn verantwoord door de bepalingen van artikel 25 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel uit het onderwijs voor sociale promotie en die niet zijn verleend aan een personeelslid dat vast benoemd is in een ambt of aan een personeelslid dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking en voorlopig terug in actieve dienst geroepen.

§ 3. Het aantal vacante betrekkingen bedoeld in § 2 wordt verminderd met de opdrachten of halve opdrachten waarvan de inrichtende macht heeft afgezien vóór 1 september 2002, overeenkomstig de bepalingen van artikel 25 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel uit het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 14. De Regering publiceert, per inrichting, de lijst van de vacante betrekkingen en verduidelijkt het aantal lestijden waaruit ieder ambt bestaat.

Art. 15. De Franse Gemeenschapsregering krijgt, na een gemotiveerd advies van het basisoverlegcomité van de inrichting, de toelating om betrekkingen halftijds vacant te verklaren, wanneer prestaties absoluut terzelfdertijd moeten worden georganiseerd wegens omstandigheden eigen aan de organisatie van de inrichting.

In dit geval mag de Regering eenzelfde personeelslid niet benoemen in meer dan een vacante betrekking.

Art. 16. Voor elkeen van de te begeven betrekkingen worden de personeelsleden gerangschikt op grond van dienstanciënniteit in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap verworven op 1 september 2002 en berekend overeenkomstig artikel 1, § 2.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan het personeelslid met de hoogste ambtsanciënniteit in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap verworven op 1 september 2002 en berekend overeenkomstig artikel 1, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt voorrang gegeven aan het oudste personeelslid.

Art. 17. De kandidaten worden benoemd door de Regering in volgorde van hun rangschikking.

Art. 18. Als het belangstellend personeelslid in de overeenkomstig artikel 3 ingevulde kandidaatstelling dit vraagt, kan de Regering zijn definitieve benoeming beperken tot een halftijdse betrekking.

In dit geval mag het personeelslid slechts een verlenging van zijn benoeming vragen als een nieuwe betrekking in dit ambt vacant wordt verklaard door de Regering.

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 27 februari 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003* :

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 362-1. — Verslag, nr. 362-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 februari 2003.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1532

[C — 2003/29187]

27 MARS 2003. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 19 juin 2001 en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, conclu entre la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 juin 2001 en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, conclu entre la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier des quatre actes d'approbation des parties contractantes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 mars 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003*.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 372-1. — Rapport, n° 372-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 25 mars 2003.